



ARRÊTÉ MUNICIPAL

Réf. : URB/ 2026-21

Mairie de Saint-Raphaël (Var)

Date de publication et/ou d'affichage : 20 FEV. 2026

ARRETE MUNICIPAL PORTANT MISE A JOUR N°1 DES ANNEXES DU PLAN LOCAL D'URBANISME

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-RAPHAËL,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.210-1 ; L.211-1 et L.211-4 et suivants ainsi que les articles R.151-52 et R.153-18 ;

VU la liste des servitudes d'utilité publique en date du 20 mars 2025 ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM/SAF/2025-08 du 26 septembre 2025 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans les espaces exposés aux risques d'incendie de forêt dans le département du Var ;

VU la délibération n°04 du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2025 approuvant la Révision générale n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Raphaël ;

VU la délibération n°06 du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2025 portant instauration du droit de préemption urbain simple ;

VU la délibération n°07 du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2025 portant instauration du droit de préemption urbain renforcé ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de procéder à la mise à jour de l'annexe 5.1.1 « liste et cartes des SUP » en vue de corriger une erreur matérielle sur le plan des servitudes d'utilité publique (SUP) qui ne matérialisait pas la servitude dite de « sur-inondation » relative au projet d'aménagement des ouvrages écrêteurs de crues de l'Aspé et de Vaulongue ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de procéder à la mise à jour de l'annexe 5.9 « Droit de Préemption Urbain », afin d'annexer les délibérations en date du 16.12.2025 relatives au droit de préemption urbain simple et au droit de préemption urbain renforcé ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de procéder à la mise à jour de l'annexe 5.10 « obligations légales de débroussaillage », afin de prendre en compte le nouvel arrêté préfectoral du 26 septembre 2025 portant

AR Prefecture

083-211301182-20250220-PLU-2026-0111
Reçu le 20/02/2026

règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans les espaces exposés aux risques d'incendie de forêt dans le département du Var ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de procéder à la mise à jour de l'annexe 5.20 « listes des lotissements et des ZAC » afin de corriger la liste mentionnant les lotissements et les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) en cours de validité ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de procéder à la mise à jour de ces annexes, conformément aux dispositions de l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de SAINT-RAPHAEL est mis à jour par le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

L'annexe 5.1.1 « liste et cartes des SUP » est mise à jour en vue de corriger une erreur matérielle sur le plan des servitudes d'utilité publique (SUP) qui ne matérialisait pas la servitude dite de « sur-inondation » relative au projet d'aménagement des ouvrages écrêteurs de crues de l'Aspé et de Vaulongue ;

ARTICLE 3 :

L'annexe 5.9 « Droit de Préemption Urbain » est mise à jour afin d'annexer les délibérations en date du 16.12.2025 relatives au droit de préemption urbain simple et au droit de préemption urbain renforcé ;

ARTICLE 4 :

L'annexe 5.10 « obligations légales de débroussaillage » est mise à jour afin de prendre en compte le nouvel arrêté préfectoral du 26 septembre 2025 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans les espaces exposés aux risques d'incendie de forêt dans le département du Var ;

ARTICLE 5 :

L'annexe 5.20 « listes des lotissements et des ZAC » est mise à jour afin de corriger la liste mentionnant les lotissements et les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) en cours de validité ;

ARTICLE 6 :

Conformément aux dispositions de l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme, le présent arrêté sera affiché en Mairie pendant un mois.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté ainsi que les pièces annexées au PLU seront transmis à Monsieur le Préfet du Var, au Directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var et communiqués à la Direction Départementale des Finances Publiques.

ARTICLE 8 :

La présente décision pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication :

AR Prefecture

083-218301130-20260220-AR-2026-01-01
Reçu le 20/02/2026

D'un recours gracieux adressé au Maire de la Commune de SAINT-RAPHAËL. Le silence gardé par l'Autorité administrative, pendant plus de deux mois, vaut décision de rejet. L'intéressé dispose alors d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision implicite auprès du Tribunal Administratif.

- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon sis 5 Rue Racine BP 40510 – 83041 TOULON CEDEX 9, joignable par téléphone au 04.94.42.79.30 et par télécopie au 04.94.42.79.89. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourcs citoyens » accessible par le site Internet www.telerecourcs.fr.

ARTICLE 9 :

Madame la Directrice Générale des Services et Madame la Comptable des Finances publiques de la trésorerie de l'Estérel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera soumis à Monsieur le Préfet du Var au titre du contrôle de légalité et publié sur le site internet dédié.

Fait à Saint-Raphaël, le **20 FEV. 2026**

Le Maire,



Frédéric MASQUELIER